



Il était un petit SPIP

SPIP65

Depuis des mois (qui finissent par devenir des années), les personnels du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Hautes Pyrénées (SPIP65), alertent sur leurs conditions de travail : outre la surcharge en matière de personnes prises en charge, la situation en terme de locaux est devenue intenable.

Tous les bureaux sont doublés, voire triplés, voire plus .

Il y a deux bureaux d'entretiens pour un effectif prévisionnel en septembre de 10 Conseillers Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (CPIP). Sur une semaine cela correspond à 10 demi journées par CPIP , en admettant qu'il soit possible de recevoir 5 personnes par demi journées cela revient à ce que chaque CPIP puisse recevoir 20 personnes par mois (40 sur deux mois) quand « l'effectif » d'un CPIP à temps plein est de plus de 135. Cela sans compter : les urgences , les entretiens de la psychologue, du binôme de soutien , des surveillants , de la direction des partenaires (air insertion...), ni l'accueil des stagiaires

Si la direction « entend » les difficultés, le conseil est d'établir un planning d'occupation des bureaux , sans expliquer comment recevoir l'ensemble des effectifs en respectant un planning
A chaque remarque sur le caractère insupportable de cette situation, les agents sont renvoyés à la perspective d'un déménagement du service, alors parlons en :

Depuis 2015 le déménagement du service est envisagé, plusieurs locaux ont été visités (ancien services de Pole Emploi , ancienne direction des finances publiques, anciens locaux de la MSA) qui présentaient l'intérêt de conserver la proximité avec la Maison d'Arrêt , le tribunal et le commissariat, avec peu de travaux (si ce n'est la mise aux normes en termes d'accessibilité). Tous ces locaux ont été écartés au motif que le déménagement devait être rapide (avant fin 2016) .
Aujourd'hui (mi 2018), et depuis plusieurs mois, **l'administration paye un loyer pour des locaux** où tout est à construire, situés sur une friche industrielle, certes à la mode , mais éloignée du TGI , de la Maison d'Arrêt et du commissariat.

Au fur et à mesure du travail sur plan on se rend compte que ces « futurs » locaux sont sous dimensionnés et inadaptés : pas assez de bureau d'entretien , un WC pour 25 personnels , des bureaux aveugles, pas de local pour les archives (le sol et les murs ne supporteront pas le poids , ce qui est très rassurant!!)

Pour résumer les agents du SPIP 65 tentent de travailler dans des locaux bien situés mais exigües et inadaptés et on leur promet des locaux (**pour lesquels l'administration paye depuis des mois**) mal situés , sous dimensionnés, inadaptés, voire dangereux...

Et sinon la prévention des risques psycho sociaux se porte bien.

Tarbes 04/06/2018